

BANQUE DE FRANCE

LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2023 ET PERSPECTIVES 2024

Février 2024

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DU SECTEUR BÂTIMENT – TRAVAUX PUBLICS	13
MÉTHODOLOGIE	16
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	17
MENTIONS LÉGALES	18

Contexte National

Après un début de décennie marqué par une succession de chocs (Covid-19, invasion de l'Ukraine par la Russie, crise énergétique), l'économie mondiale a résisté en 2023. L'inflation a reflué plus rapidement que prévu suite au pic de 2022, avec un impact moins important qu'attendu sur l'emploi et l'activité. Ainsi selon le [FMI \(WEO de janvier 2024\)](#), le PIB mondial augmenterait de 3,1 % en 2023. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 0,5 % en 2023, après une hausse de 3,4 % en 2022.

En France, sur l'ensemble de l'année 2023, la croissance du PIB s'établit à 0,9 % d'après les plus récents comptes nationaux trimestriels. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parviendrait à sortir progressivement de l'épisode de forte inflation sans récession. La résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services, qui a poursuivi son rebond post Covid-19, notamment dans l'hébergement restauration, l'information communication et, dans une moindre mesure, les services financiers, aux entreprises et aux ménages. Le secteur de l'industrie a lui aussi rebondi après la succession des chocs affectant aussi bien l'offre que la demande. Toutefois l'activité a stagné au second semestre, touchée par le ralentissement du secteur de l'énergie après un début d'année très allant, la baisse du secteur de la construction, et un moindre dynamisme des services marchands.




Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2023, l'activité resterait ralentie en 2024 avant de se raffermir ensuite. En 2024, la croissance serait davantage tirée par la consommation des ménages, sous l'effet du repli de l'inflation, bénéfique au pouvoir d'achat des salaires, et de la baisse du taux d'épargne. En 2025, la croissance bénéficierait également d'une amélioration de l'investissement privé, car l'effet du resserrement des conditions monétaires et financières serait moindre. En 2026, ces tendances se renforceraient pour engendrer une reprise dynamique.

La situation sur le marché du travail s'est améliorée en 2022 et jusqu'à mi 2023. Dans les trimestres à venir, l'emploi s'ajusterait avec retard au ralentissement économique, avec un rattrapage seulement partiel des pertes passées de productivité. Par conséquent, le taux de chômage augmenterait jusqu'en 2025 pour atteindre 7,8 % de la population active. Cette hausse a déjà débuté au troisième trimestre 2023 à 7,4 %, après 7,2 % au deuxième trimestre. En 2026, l'économie française renouerait avec les créations nettes d'emplois, à la faveur d'une croissance du PIB plus forte. Le taux de chômage recommencerait à se réduire pour atteindre 7,5 % au quatrième trimestre 2026.

L'inflation totale (IPCH), qui a atteint un pic début 2023, continuerait à refluer : après une moyenne annuelle de 5,7 % en 2023, elle diminuerait fortement à 2,5 % en 2024. L'inflation totale baisserait nettement sur l'ensemble de l'horizon de prévision, aidée par les prix de l'énergie ; mais l'inflation sous-jacente (IPCH hors énergie et alimentation) se replierait également quoiqu'un peu plus lentement. En l'absence de nouveau choc sur les matières premières importées, l'inflation totale reviendrait vers la cible de la Banque centrale européenne (BCE) de 2 % au plus tard d'ici 2025 et se maintiendrait ensuite à un rythme un peu inférieur.

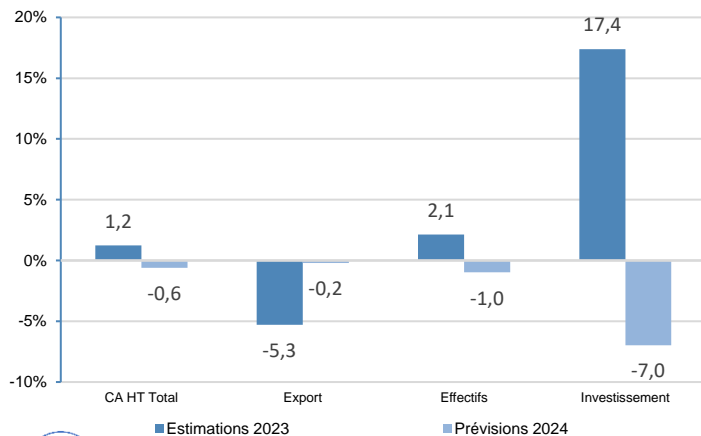
Dans un contexte toujours marqué par la forte inflation, **l'Eurosystème a poursuivi ses hausses de taux directeurs pour atteindre un taux de dépôt à 4 % en septembre 2023, et s'est engagé à poursuivre son action afin d'assurer un retour de l'inflation à la cible des 2 %.**

Chiffres clefs

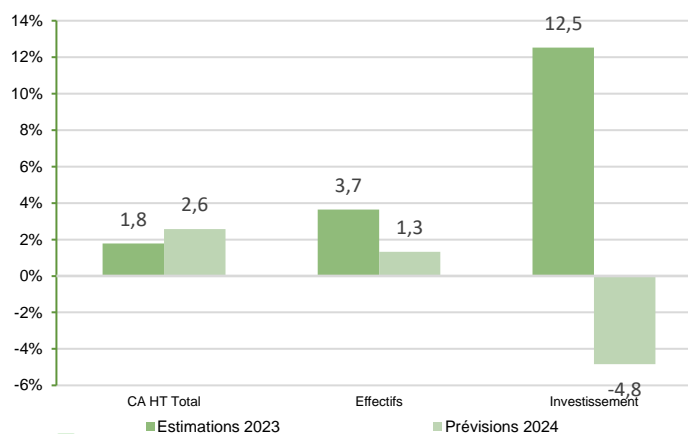
	Chiffre d'affaires	2023 :	+1,2%
		2024 :	-0,6%
	Exportations	2023 :	-5,3%
		2024 :	-0,2%
	Effectifs	2023 :	+2,1%
		2024 :	-1%
	Chiffre d'affaires	2023 :	+1,8%
		2024 :	+2,6%
	Effectifs	2023 :	+3,7%
		2024 :	+1,3%
	Production totale	2023 :	+3,7%
		2024 :	-0,3%
	Effectifs	2023 :	+2,4%
		2024 :	+0,5%

Situation régionale

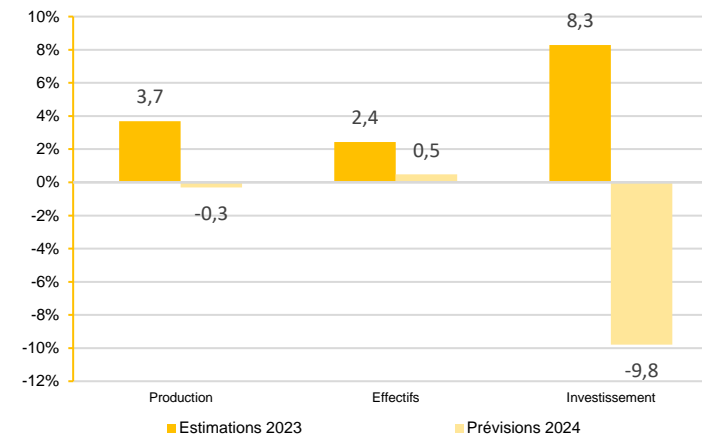
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

Les trois secteurs étudiés (industrie, services marchands et construction) ont connu une croissance de leurs chiffres d'affaires en 2023. Ces progressions reposent essentiellement sur les revalorisations des prix des produits ou des prestations. Pour 2024, les hausses tarifaires prévues ne seront pas suffisantes pour combler le manque de dynamisme de la demande. Seul le secteur des services marchands devrait enregistrer une nouvelle orientation positive de son courant d'affaires.

Dans ce contexte, les moyens humains évolueraient modestement. En 2023, ils semblent s'être étoffés à la faveur d'un grand nombre de contrats intérimaires. Ces derniers seraient stoppés dans plusieurs branches en 2024 et les recrutements de personnel permanent seraient limités.

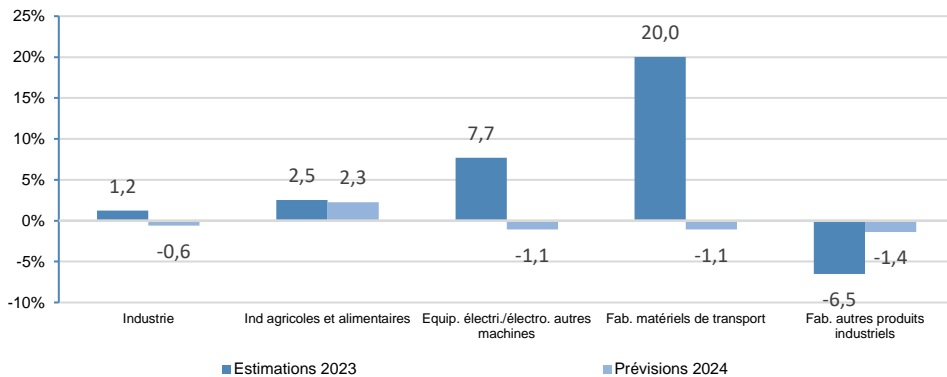
La hausse des coûts de l'énergie en 2022 a entraîné une réflexion des dirigeants pour investir dans des équipements moins énergivores. Ainsi en 2023, plusieurs projets en lien avec des efforts de décarbonation de l'activité (par ex. acquisition de chaudière biomasse) ou encore la construction de nouveaux bâtiments neutres sur le plan énergétique ont soutenu les investissements. Les enveloppes dédiées aux investissements se réduiraient, par contre, en 2024 pour l'ensemble des secteurs.



Synthèse de l'Industrie

Dans un contexte inflationniste encore marqué en 2023, les industriels de la région ont constaté la progression de leurs chiffres d'affaires. Cette évolution repose essentiellement sur la relavorisation des prix des produits finis. En effet, la demande en volume a été en baisse pour nombre de branches. L'emploi a augmenté modérément et les investissements ont plutôt été dynamiques. Pour 2024, le manque de consistance des carnets de commandes entrainerait un léger recul du courant d'affaires en dépit d'une nouvelle revalorisation des tarifs. Les moyens humains seraient revus à la baisse notamment par arbitrage en défaveur du maintien des intérimaires. Les budgets dédiés aux investissements se rétracteraient.

Évolution du chiffre d'affaires



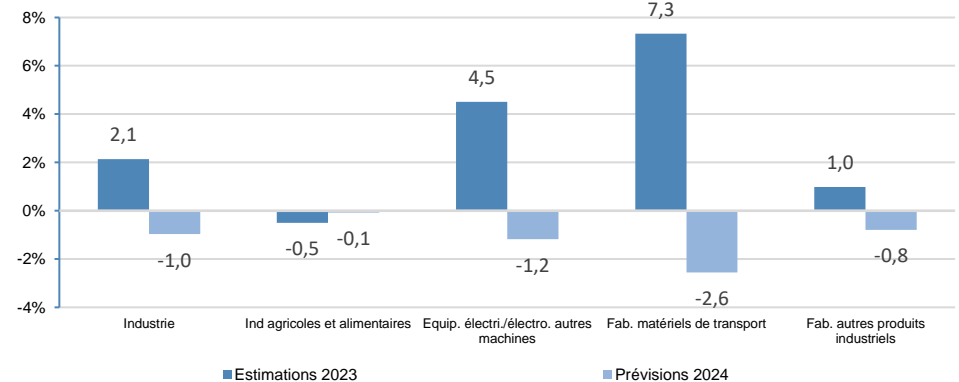
Le chiffre d'affaires dans le secteur de l'industrie enregistre une progression modérée de 1.2%, bénéficiant notamment des revalorisations des prix des produits finis au cours de l'année 2023. Dans l'ensemble, la demande marque le pas et les volumes vendus baissent. La branche des autres produits industriels (notamment les sous-secteurs de la chimie et de la métallurgie) subit un repli du courant d'affaires malgré des hausses tarifaires. A contrario, les branches de la fabrication d'équipements électriques, électroniques et matériels de transport conjuguent accroissement des volumes et augmentation des prix.

Les projections sont teintées de prudence et une grande majorité des industriels anticipent un léger fléchissement de leur activité avec une nouvelle révision à la hausse, certes moins prononcée qu'en 2023, des tarifs de leurs produits. Seule la branche de l'agroalimentaire déroge à ces prévisions puisque les acteurs du secteur entrevoient une croissance de 2.3% pour 2024.

L'emploi industriel dans la région s'étoffe légèrement (+2.1 %) et se focalise principalement sur les branches de la fabrication de matériels de transports et des équipements électriques, électroniques. Il est à noter que cet accroissement des moyens humains s'opère, pour une part importante, par du recours au personnel intérimaire.

Pour l'année à venir, le non-renouvellement de nombreux contrats précaires explique l'inflexion des effectifs globaux (-1%). Ces arrêts de missions temporaires se situent notamment dans la branche de la fabrication de matériels de transports.

Évolution des effectifs

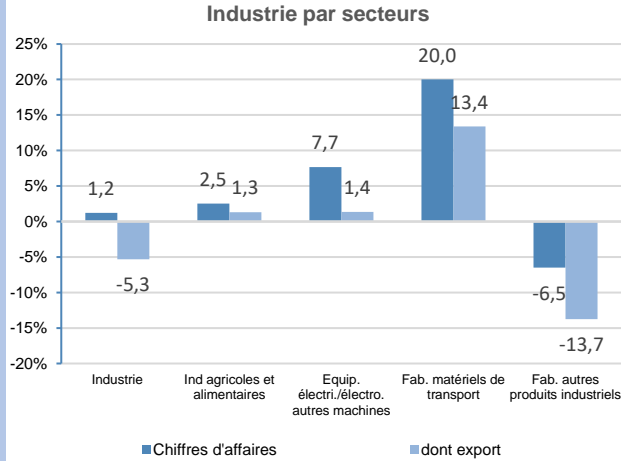




21,0

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export



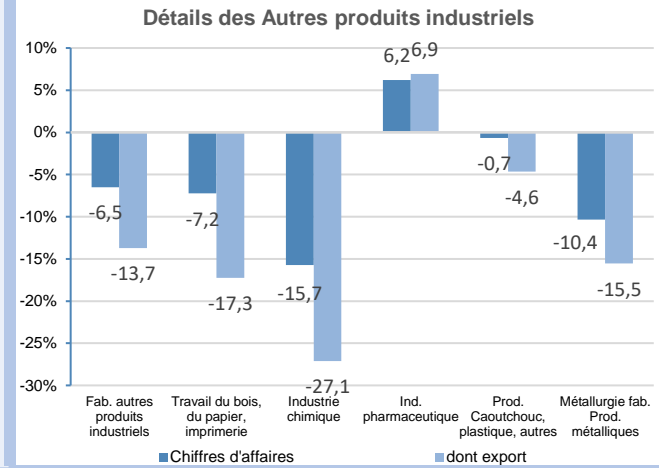
Dans l'ensemble, les entreprises régionales perdent des parts de marché à l'étranger notamment dans la branche de la fabrication des autres produits industriels. L'augmentation du chiffre d'affaires (+2.5%) dans l'industrie agroalimentaire s'explique surtout par une nette revalorisation des prix de vente. La construction automobile, sous-secteur de la fabrication de matériels de transport, enregistre conjointement une demande en progression (nouvelle gamme de véhicules) et une hausse des tarifs.

Evolution hétérogène des chiffres d'affaires. Recul de l'export.

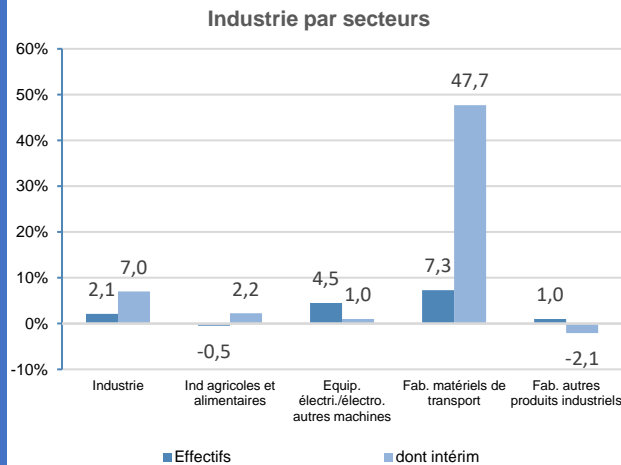
Chiffre d'affaires, dont export

Le secteur des autres produits industriels enregistre le plus important recul d'activité de l'industrie (-6.5%). Toutes les branches qui le composent subissent un repli de leurs volumes d'affaires, à l'exception de l'industrie pharmaceutique. La situation apparaît nettement défavorable pour l'industrie chimique et métallurgique. Seule la production caoutchouc, plastique arrive à tendre vers le maintien. Les marchés à l'export se contractent fortement.

Baisse significative de la demande tant nationale qu'étrangère.



Bilan 2023



Accroissement des effectifs par un recours à l'intérim.

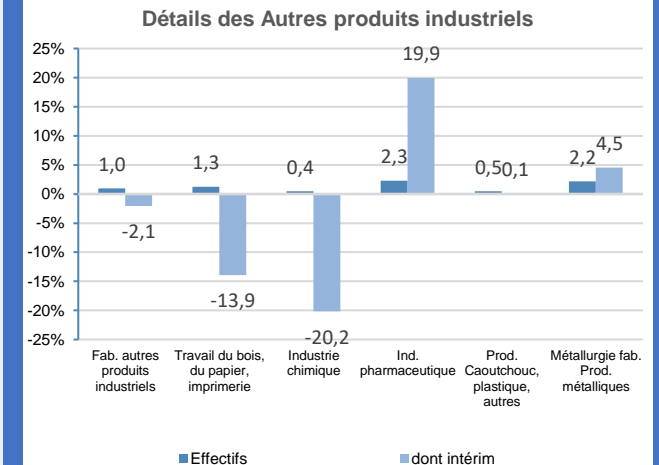
Tiré par le dynamisme des branches de la fabrication de matériels de transport et des équipements électriques et électroniques, l'emploi industriel progresse. Les moyens humains s'étoffent notamment par le personnel intérimaire, qui a été particulièrement sollicité par les principaux constructeurs automobiles de la région.

Effectifs, dont intérim

Des embauches limitées et principalement focalisées sur deux branches.

58.4% des effectifs dans l'industrie de la région travaillent dans le secteur des autres produits industriels. Au global des recrutements ont eu lieu notamment dans les branches de la métallurgie et de l'industrie pharmaceutique. Ces derniers ayant eu un recours prononcé au personnel intérimaire.

Effectifs, dont intérim

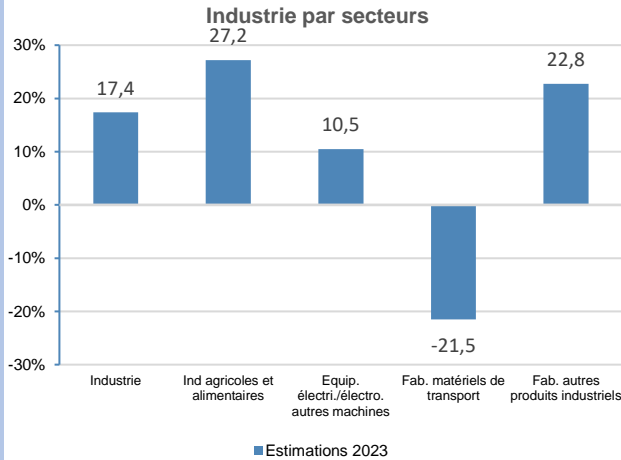




21,0

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution des investissements



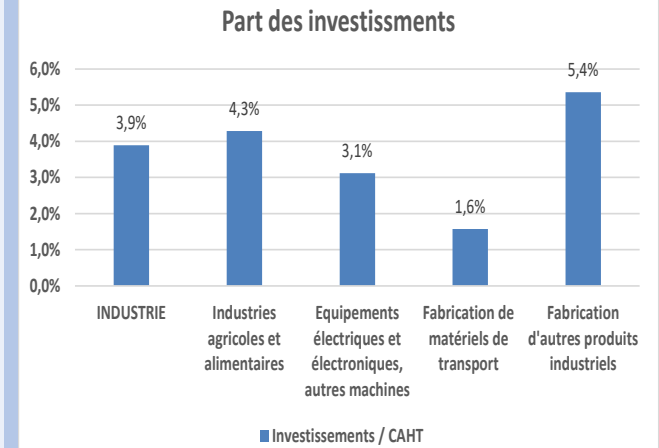
Les investissements progressent, hormis dans la fabrication de matériels de transport. Pour l'industrie agroalimentaire, plusieurs réalisations immobilières et rénovations énergétiques expliquent l'élévation des capitaux investis. Concernant les autres produits industriels, le dynamisme des acquisitions d'immobilisations est porté par la branche du bois, papier et imprimerie et dans une moindre mesure par celle du caoutchouc, plastique.

Augmentation des investissements à l'exception des fabricants de matériels de transport.

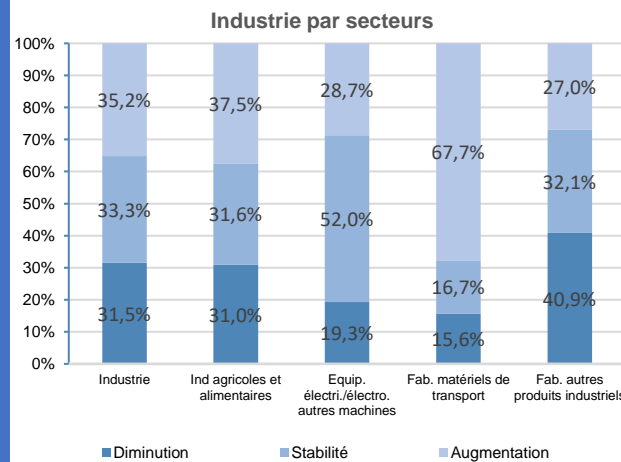
Poids des investissements

Un peu moins de 4% du chiffre d'affaires est consacré aux investissements en 2023. Les parts sont plutôt élevées pour l'industrie agroalimentaire et les autres produits industriels. A contrario, la fabrication de matériels de transport consacre une part du chiffre d'affaires plus limitée aux investissements.

Part significative des chiffres d'affaires consacrée aux immobilisations.



Bilan 2023



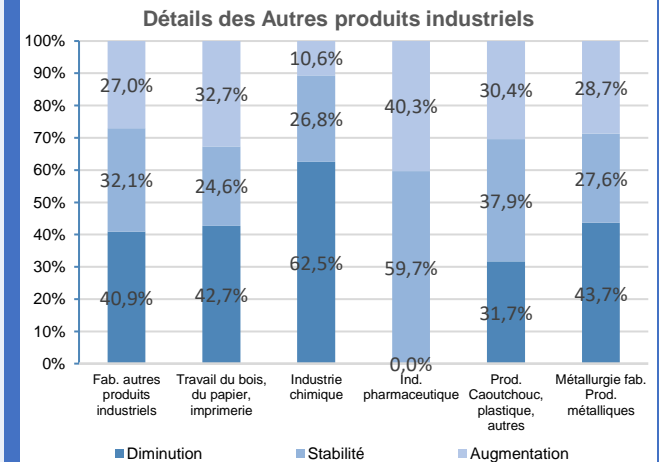
Répartition équilibrée des performances mais hétérogènes selon les branches.

Au global, l'évolution des rentabilités est équilibrée entre les trois tendances possibles. Toutefois, certaines branches présentent des évolutions marquées. Ainsi, deux tiers des fabricants de matériels de transports enregistrent une progression de leurs rentabilités. À l'inverse, le sous-secteur de la viande présente une diminution des résultats. L'industrie des boissons enregistre une augmentation des profits.

Rentabilité

Baisse des performances pour plusieurs sous-secteurs des autres produits industriels.

Le secteur des autres produits industriels est celui ayant la proportion la plus élevée de dirigeants nous informant d'une baisse des performances. Près de deux tiers des entreprises constatent une dégradation des résultats, notamment la branche de la chimie. Au contraire, l'industrie pharmaceutique dégage des profits.



Rentabilité

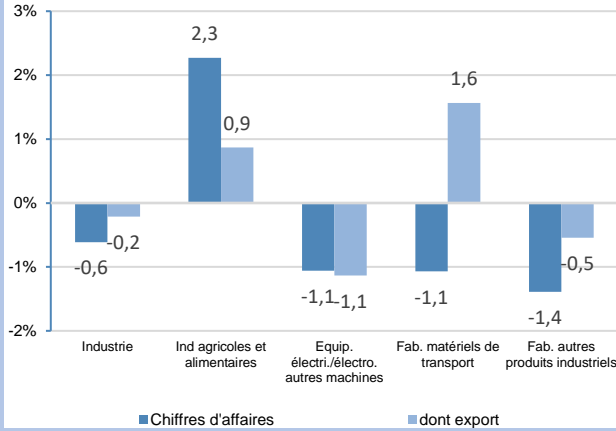


21,0

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export

Industrie par secteurs



Les prévisions s'orientent vers un léger repli des chiffres d'affaires en dépit d'une nouvelle revalorisation des prix de vente. L'industrie agroalimentaire enregistrerait une croissance tirée par les produits laitiers et dans une moindre mesure par l'industrie de la viande. Les marchés étrangers stagneraient au global avec toutefois des évolutions hétérogènes selon les branches.

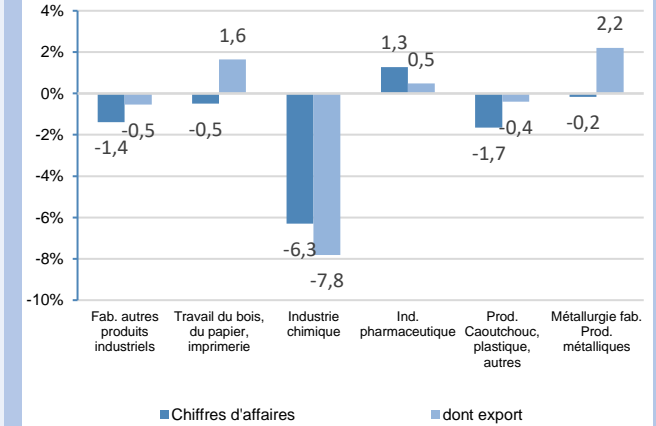
Retrait modéré des chiffres d'affaires et stabilité de l'export.

Chiffre d'affaires, dont export

Les acteurs du secteur des autres produits industriels anticipent un fléchissement de leurs activités. Déjà marqués par des cadences de production en déclin en 2023, les professionnels de l'industrie chimique prévoient un nouveau recul de la demande.

Repli marqué pour le secteur de la chimie.

Détails des Autres produits industriels



Perspectives 2024

Non-renouvellement des contrats intérimaires et des recrutements limités.

En 2024, les industriels souhaitent parallèlement réaliser des recrutements pérennes (en CDI) et réduire le volant d'intérimaires. Ainsi, au global, les moyens humains se retracteront légèrement. Cette tendance prévue sur l'emploi est particulièrement marquée pour la fabrication des matériels de transport et autres produits industriels. Seuls les fabricants d'équipements électriques et électroniques prévoient une réduction conjointe du personnel intérimaire et permanent.

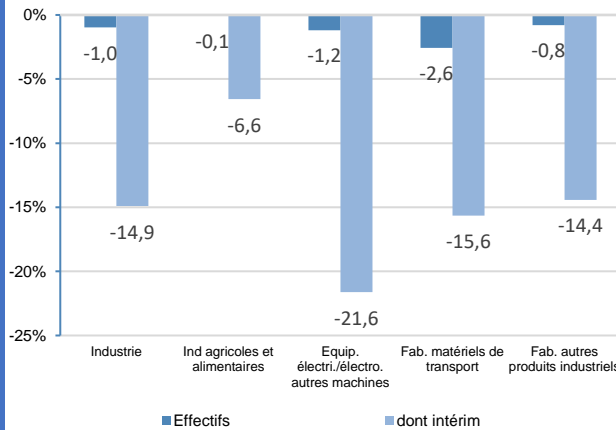
Effectifs, dont intérim

Arrêts des missions d'intérim dans l'ensemble des branches.

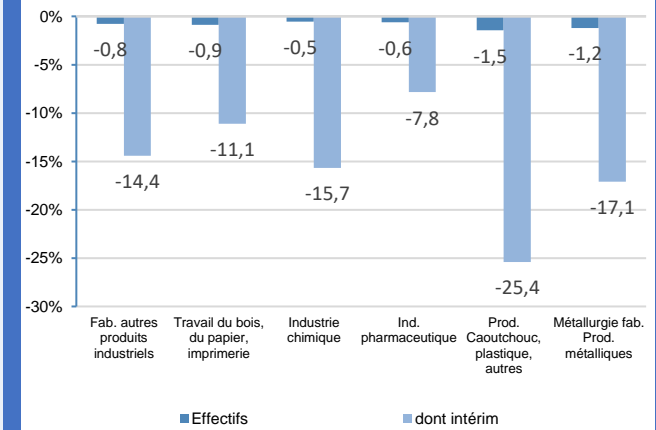
Toutes les branches composant le secteur des autres produits industriels connaîtraient une réduction de la main d'œuvre. Un très grand nombre de contrats d'intérim devrait être stoppés. Les moyens humains seraient adaptés aux prévisions de baisse du courant d'affaires.

Effectifs, dont intérim

Industrie par secteurs



Détails des Autres produits industriels

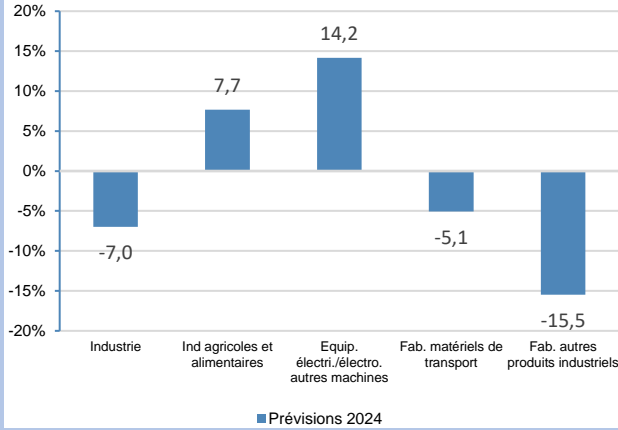




21,0

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Industrie par secteurs



Investissements

Dans l'ensemble, les budgets alloués aux investissements se réduiraient en 2024. Les fonds dédiés, pour les autres produits industriels, diminueraient (notamment pour la branche bois, papier, imprimerie) après une année 2023 en progression marquée. A contrario, l'industrie alimentaire (surtout les boissons) et la fabrication d'équipements électriques et électroniques poursuivraient les projets initiés l'année précédente. Pour le secteur des fabricants de matériel de transports, un nouveau resserrement des capitaux dédiés à l'investissement est anticipé.

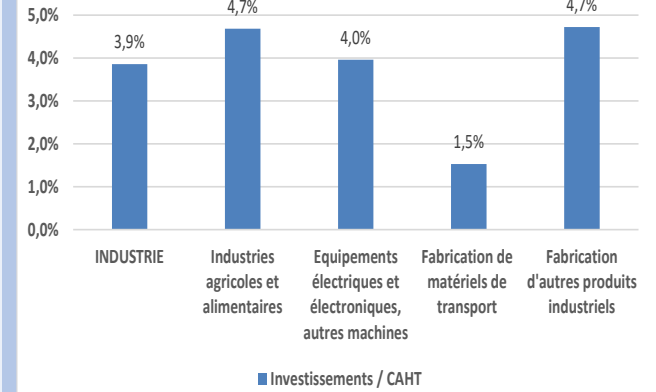
Budget global en retrait pour 2024.

Orientation des prévisions

Environ 3.86% du chiffre d'affaires serait consacré à des investissements en 2024, soit un niveau analogue à l'an dernier. Les fabricants de matériels de transports dédieraient une part assez modeste et en retrait, aux nouvelles acquisitions. L'industrie alimentaire, par contre, accentuerait ses dépenses pour atteindre un niveau équivalent aux autres produits industriels. La branche des boissons étant la plus impliquée avec une part de 5.3% du chiffre d'affaires.

Dynamisme des investissements pour l'alimentaire et les fabricants électriques.

Part des investissements



Perspectives 2024

Stabilité attendue des performances en 2024.

Plus d'un industriel sur deux projette d'enregistrer une rentabilité analogue à celle de 2023. Mais près d'un tiers des fabricants des équipements électriques et électroniques anticipent un recul de leurs performances.

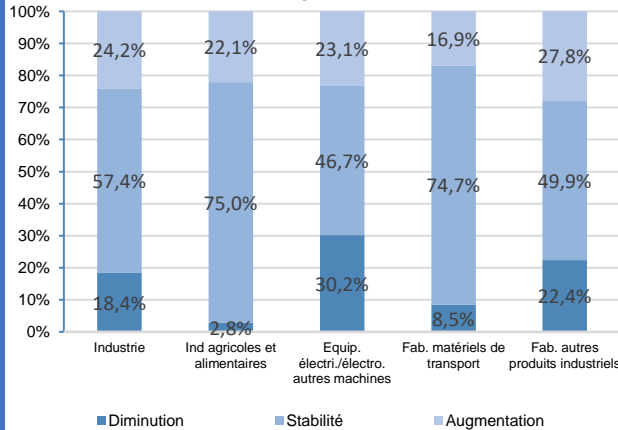
Rentabilité

Maintien des performances prévu pour un fabricant sur deux du secteur des autres produits industriels.

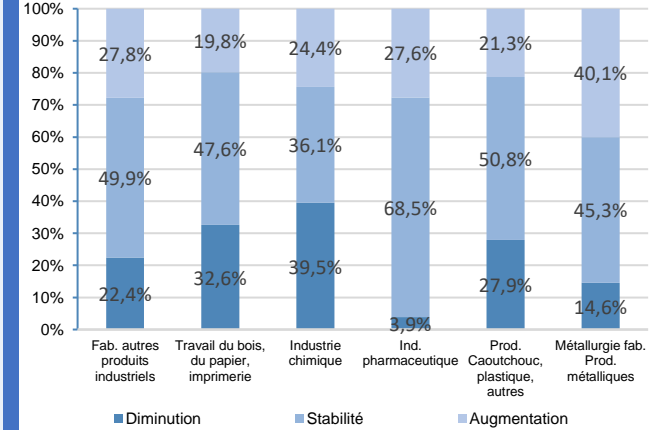
La moitié des fabricants des autres produits industriels optent pour un maintien des performances en 2024. Les entrepreneurs de la branche pharmaceutique se démarquent avec une proportion très faible de résultats en baisse. À l'inverse, une grande partie de ceux de la chimie anticipent un repli de leurs profits.

Rentabilité

Industrie par secteurs



Détails des Autres produits industriels

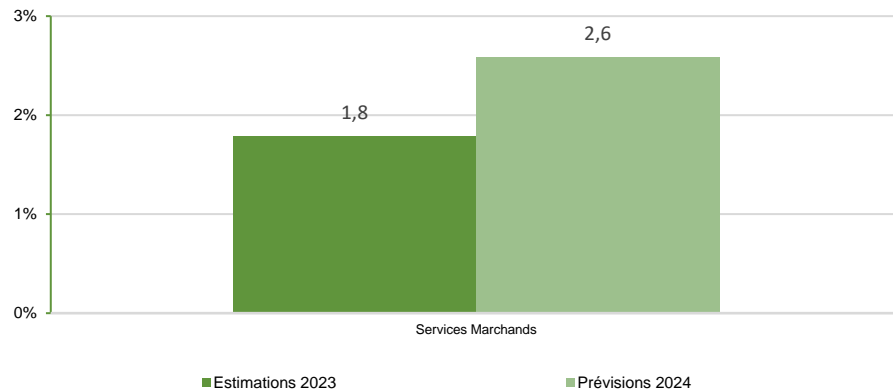




Synthèse des services marchands

Tirés par des revalorisations tarifaires, les chiffres d'affaires apparaissent légèrement croissants en 2023. Ces derniers devraient progresser plus significativement en 2024, du fait d'une demande plus ferme. Les effectifs s'étoffent et cette tendance devrait se confirmer sur l'année à venir, dans une moindre mesure. Les investissements ont été globalement dynamiques en 2023 mais une révision à la baisse devrait intervenir sur le prochain exercice.

Évolution du chiffre d'affaires



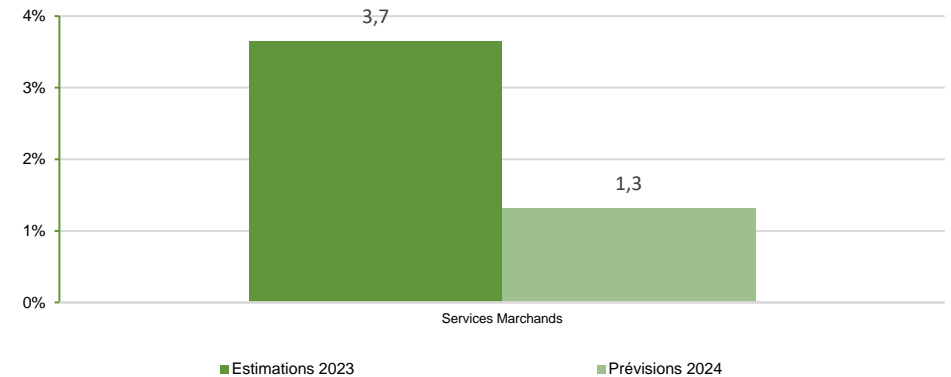
Le chiffre d'affaires du secteur des services marchands croît modérément en 2023. À l'instar de celui de l'industrie, il bénéficie d'une révision des tarifs des prestations. Au global, la demande apparaît en deçà des attentes. Toutefois, certaines branches voient leurs volumes de prestations augmenter.

Pour 2024, le nombre d'entrées d'ordres devrait être plus probant et contribuer davantage à l'augmentation du courant d'affaires. Les acteurs du secteur prévoient de procéder à de nouvelles hausses de prix.

Bien que certaines branches font état de difficultés à trouver des candidats idoines pour leurs offres de postes, des recrutements pérennes ont eu lieu dans la région en 2023. Le recours au personnel intérimaire a été limité à certaines branches, en l'occurrence hébergement-restauration et activités d'ingénierie.

Les prévisions sur l'emploi s'orientent vers une poursuite des embauches pour l'ensemble des branches mais dans des proportions moins prononcées que l'an dernier. Un net recul du volant d'intérimaires est anticipé par les chefs d'entreprise pour l'année à venir.

Évolution des effectifs



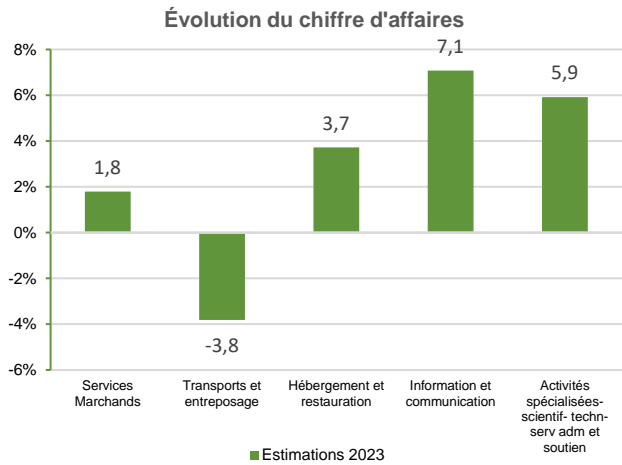
Source Banque de France – SERVICES



37,9

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires



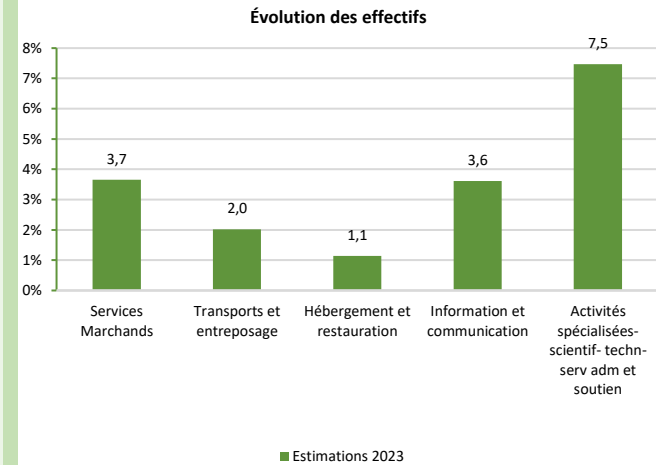
La région enregistre une croissance modérée du chiffre d'affaires en dépit d'une valorisation des tarifs des prestations. La branche du transport entreposage doit faire face à un repli de sa demande. Les activités d'ingénierie, juridiques et comptables sont les plus dynamiques.

Légère progression du courant d'affaires et recul pour le transport et entreposage.

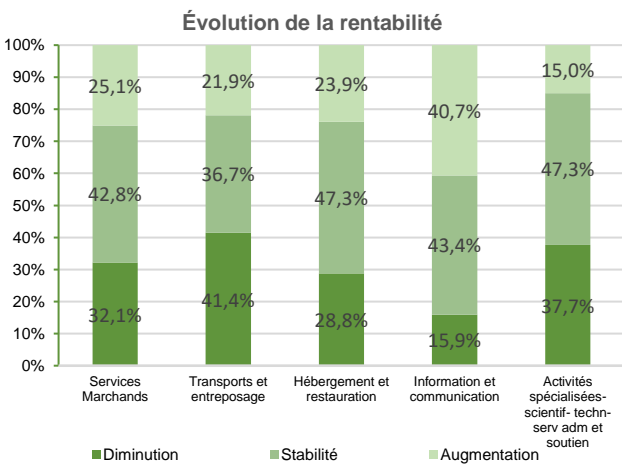
Effectifs

L'emploi évolue favorablement avec des recrutements pour l'ensemble des branches des services marchands. Bien que le volume d'affaires soit peu favorable, les professionnels du transport entreposage ont réalisé des embauches. Les moyens humains se sont particulièrement étoffés dans les activités d'ingénierie qui ont combiné recours à l'intérim et CDI.

Accroissement des effectifs pour l'ensemble du secteur.



Bilan 2023



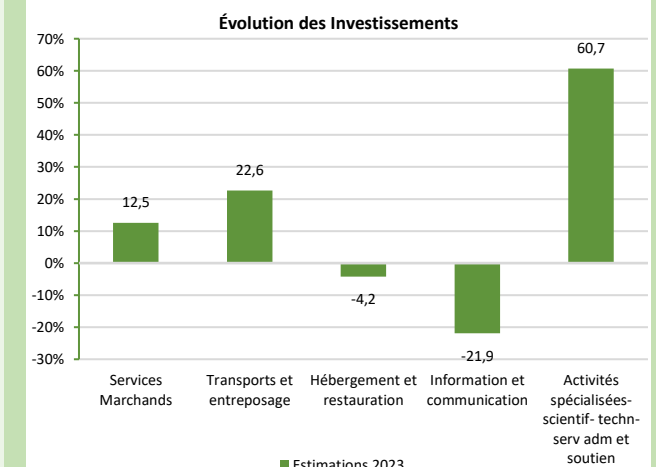
Rentabilité minoritairement en hausse.

Au global, seul un quart des prestataires de la région enregistrent une progression de leurs performances. Toutefois, les appréciations divergent selon les branches. Si 40% des professionnels de l'information et communication connaissent une croissance, ils sont seulement 15% pour les activités spécialisées (dont 2.9% pour les agences d'intérim). À noter également la forte proportion de dirigeants (41%) des transports et entreposage qui constatent une baisse de rentabilité.

Rentabilité

Investissements globalement croissants.

Les investissements progressent mais ils se concentrent essentiellement sur deux branches : les transports entreposage et les activités spécialisées (notamment conseil gestion.). Il s'agit surtout de renouvellement de flotte de camions et du matériel. La branche information et communication connaît un repli des fonds dédiés aux nouvelles acquisitions du fait d'une baisse des budgets de la part des activités de développement informatique.



Investissements



37,9

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires

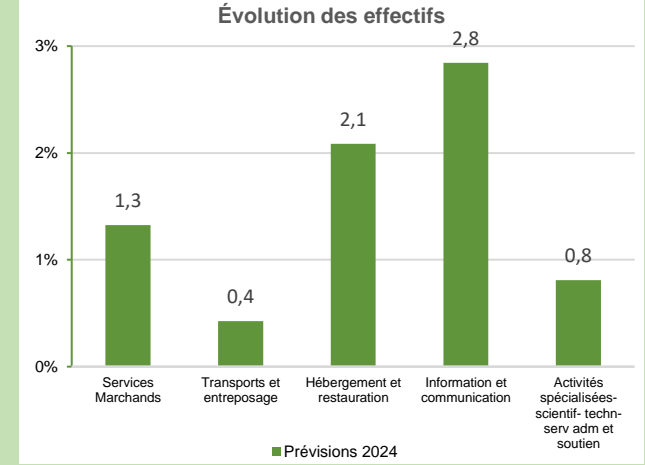
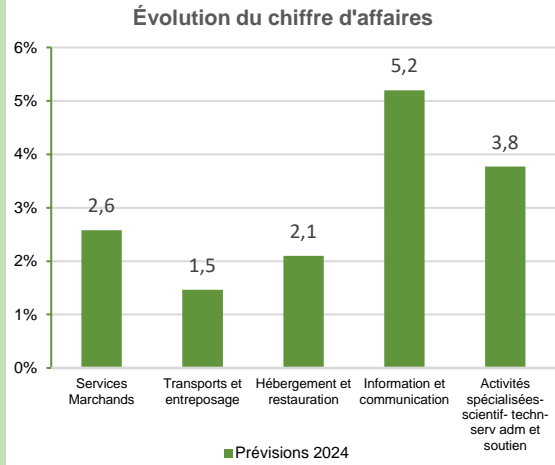
Une nouvelle croissance du chiffre d'affaires est attendue pour 2024. Le sous-secteur de l'information communication continuerait à progresser fortement, notamment l'activité de développement informatique. Les branches transport entreposage et hébergement-restauration bénéficieraient à nouveau d'une revalorisation des prix des prestations, compensant ainsi le manque de robustesse de la demande.

Accroissement des chiffres d'affaires dont certains reposent sur l'augmentation des prix.

Effectifs

Les dirigeants de la branche de l'information et communication envisagent de poursuivre les embauches dans un contexte d'activité qui resterait soutenue en 2024. Les restaurateurs ont également des velléités d'embauches. Les prévisions favorables pour l'emploi dans les activités spécialisées se concentrent essentiellement autour des travaux comptables et juridiques et des agences d'intérim.

Hausse des moyens humains dans les services marchands.



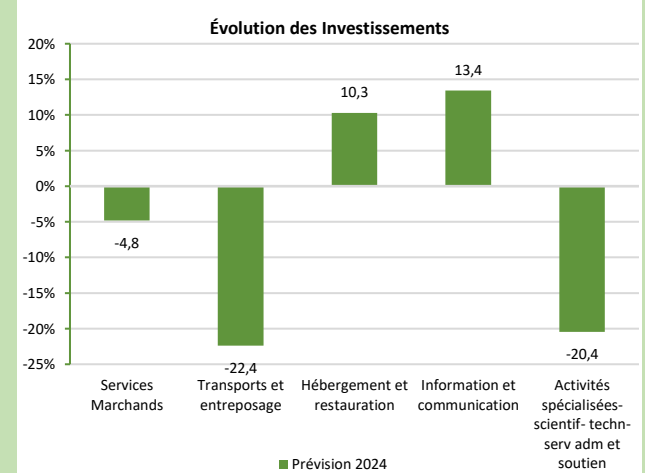
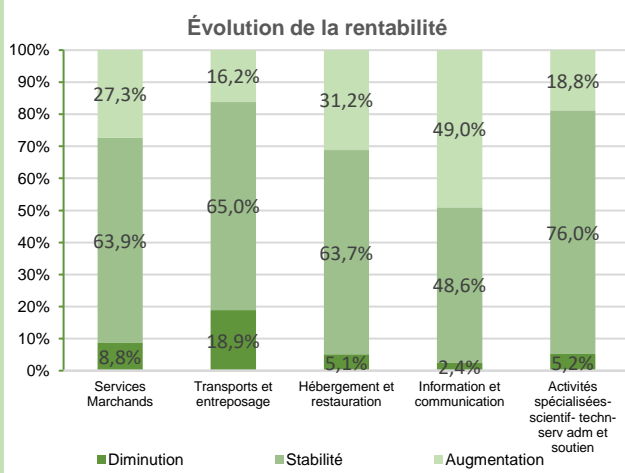
Perspectives 2024

Maintien des performances en 2024.

Une grande majorité des dirigeants interrogés anticipent une stabilité de leurs résultats. Par contre, ils sont peu nombreux à prévoir une baisse de rentabilité à l'exception de la branche du transport-entreposage (quasiment un dirigeant sur cinq). Les acteurs de l'information et communication sont confiants quant à l'orientation de leurs performances. Avec une hausse des tarifs annoncée pour 2024, les hôteliers et restaurateurs anticipent une stabilité voire une augmentation des profits.

Repli des investissements après une année 2023 dynamique.

Évolution contraire des investissements par rapport à 2023. En effet, il est prévu au global une réduction des budgets dédiés aux nouvelles acquisitions. Cependant, les branches hébergement-restauration et information-communication, qui avaient revu à la baisse leurs enveloppes l'an dernier, augmenteraient leurs investissements en 2024.



Rentabilité

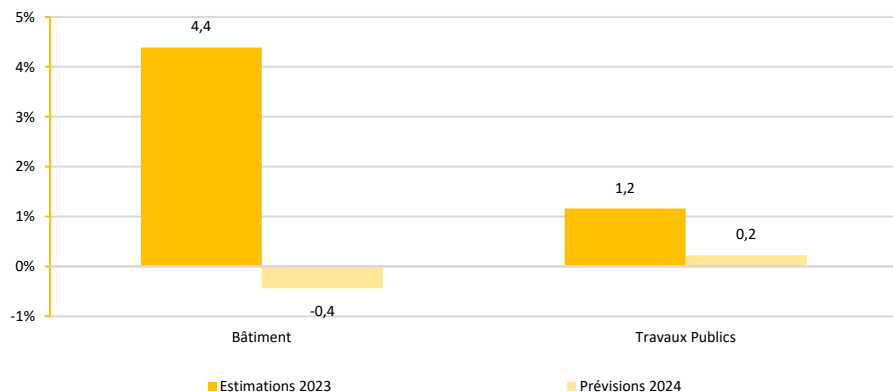
Investissements



Synthèse du secteur Bâtiment – Travaux Publics

La construction (travaux publics et bâtiment inclus) constate une progression de ses chiffres d'affaires en 2023, induite par l'impact favorable des relèvements tarifaires pratiqués par le secteur. Les effectifs sont légèrement renforcés, dans un contexte de raréfaction des profils recherchés. Pour l'année à venir, les performances, ainsi que les embauches, devraient peu évoluer.

Évolution de la production



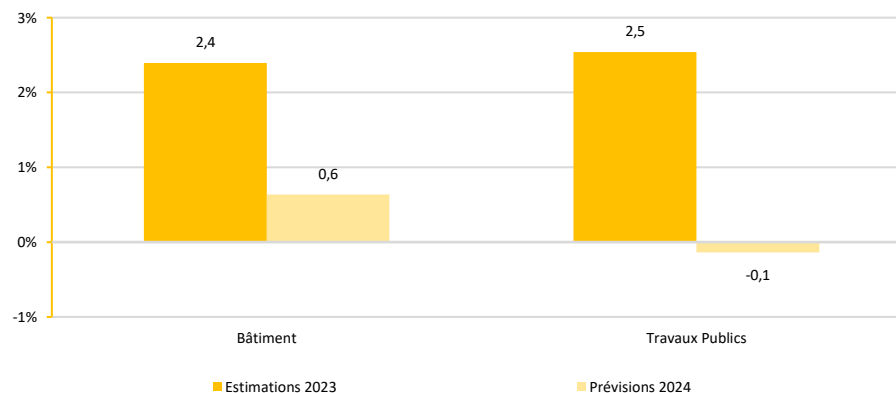
Les chiffres globaux sont favorisés par des revalorisations sensibles des prix des prestations. En effet, la demande (notamment publique) se replie comme l'attestent les carnets de commandes qui se raccourcissent. L'atonie du marché de la construction neuve pèse également sur les entrées d'ordres.

Pour 2024, les professionnels du secteur prévoient au mieux une stabilité de l'activité. Ils font état d'une faible visibilité sur les courants d'affaires des mois à venir.

Phénomène récurrent depuis plusieurs années, les difficultés à recruter des profils adéquats persistent, allant jusqu'à freiner la prise de chantiers pour certaines entreprises. Des embauches sont néanmoins réalisées mais en nombre insuffisant. Les employeurs ont recours à l'intérim pour tenter de pallier ce manque d'effectif.

Les prévisions d'emploi pour 2024, en corrélation avec l'activité attendue, s'orientent vers une stagnation. Les contrats à court terme devraient néanmoins se réduire au profit d'engagements plus permanents, mais sans doute moins nombreux.

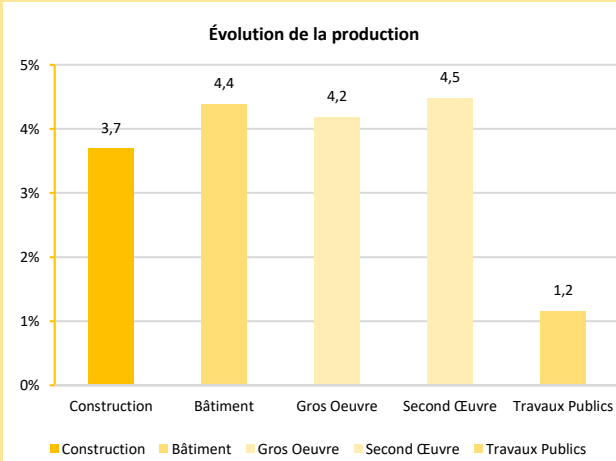
Évolution des effectifs



Source Banque de France – CONSTRUCTION



8,5
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production totale

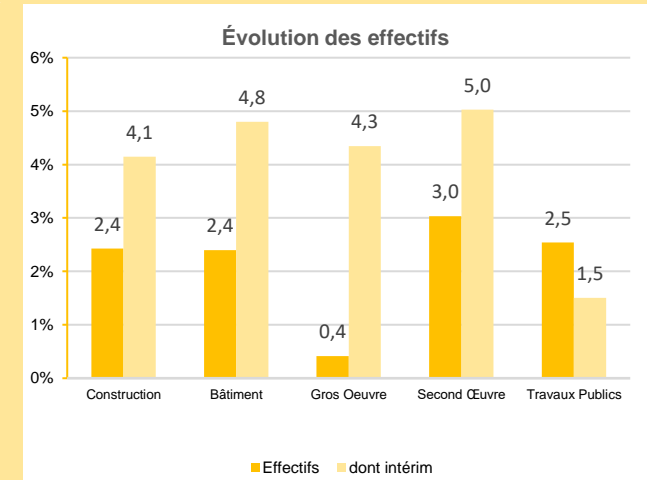
Si le secteur enregistre une hausse générale de la production, celle-ci reste à relativiser. L'effet de l'augmentation des prix semble certainement plus impactant que celui des volumes pour expliquer cette progression. Les travaux publics sont plus à la peine, et la branche du gros œuvre constate une atonie des mises en chantier de constructions neuves. Dans l'ensemble, les carnets de commandes se réduisent.

Chiffres tirés par la révision à la hausse des prix.

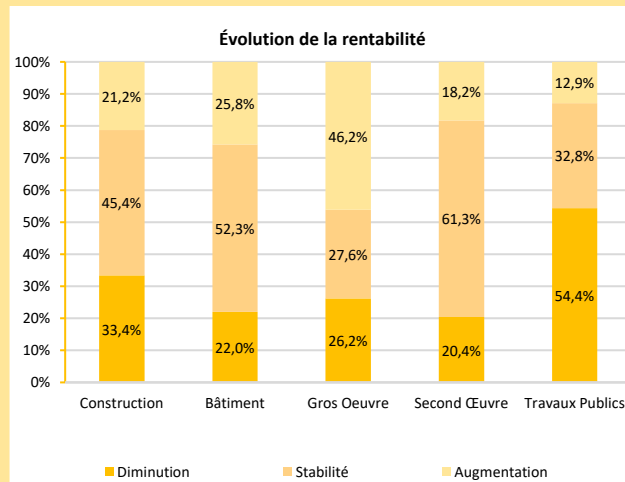
Effectifs, dont intérim

Les moyens humains sont légèrement renforcés en 2023, toutefois moins qu'espéré. En effet, les entrepreneurs interrogés font état, et cela depuis plusieurs années, de fortes difficultés à trouver et fidéliser les candidats adéquats. Seul le secteur du gros œuvre voit sa main d'œuvre très peu augmenter du fait d'une activité défavorable. Le recours aux contrats de travail précaires s'accroît.

Effectifs en hausse malgré des offres de postes non pourvues. Recours accru à l'intérim.



Bilan 2023



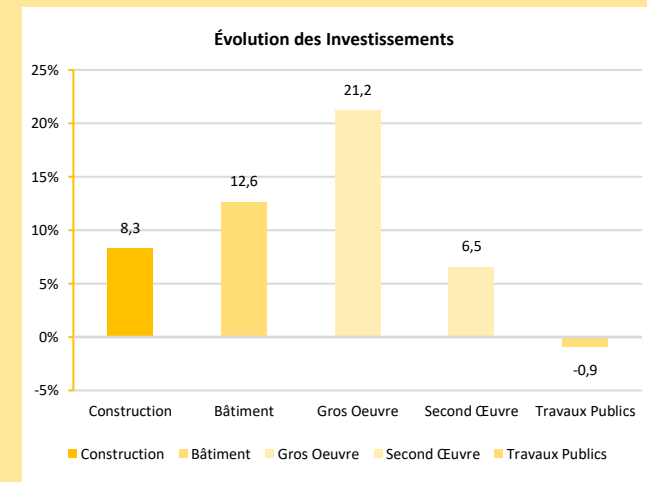
Préservation des résultats d'exploitation plus difficile dans les travaux publics que dans le bâtiment.

Trois quarts des entreprises du bâtiment parviennent à maintenir, voire augmenter leur rentabilité, malgré la forte hausse des coûts des intrants en 2023. 54% des acteurs du secteur des travaux publics, par contre, peinent à répercuter les augmentations de matières premières à leur clientèle.

Rentabilité

Des investissements croissants excepté dans les travaux publics.

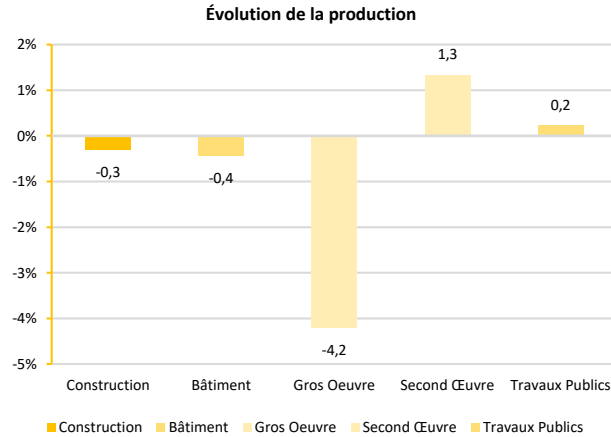
Les montants investis progressent dans l'ensemble, et tout particulièrement dans la branche du second œuvre. Cela concerne notamment des projets d'acquisition initiés en 2022 mais réalisés en 2023. A contrario, le secteur des travaux publics réduit faiblement les budgets dédiés.



Investissements



8,5
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production totale

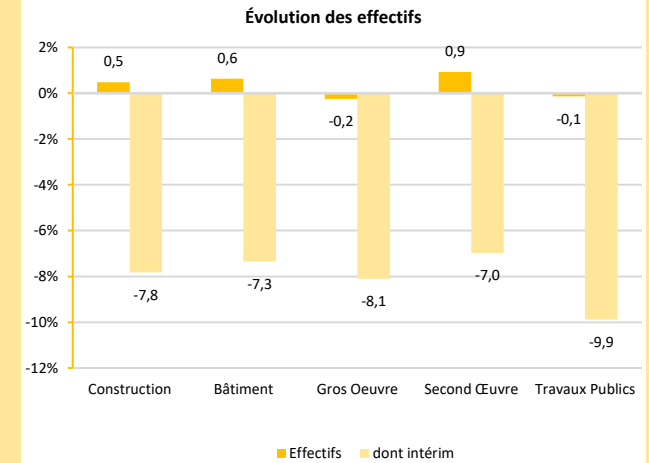
Les prévisions s'orientent vers une stagnation globale des mises en chantier. Les sous-secteurs évolueraient cependant de manière hétérogène. Alors que le second œuvre progresserait modérément (notamment les activités d'installation électrique et thermique), le gros œuvre connaîtrait, quant à lui, un repli du nombre de prestations en 2024. Le marché de la construction neuve resterait morose.

Inertie prévue de l'activité.

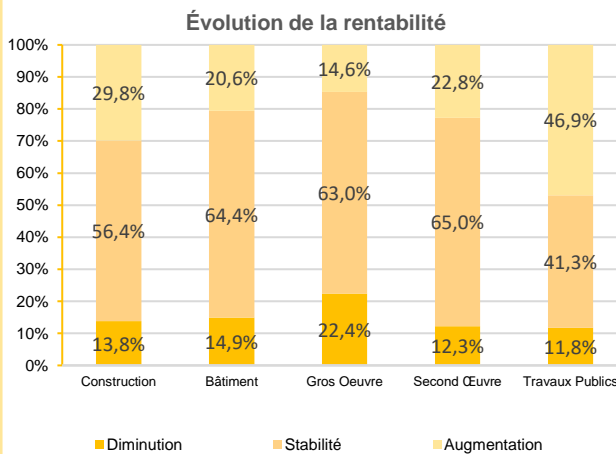
Effectifs, dont intérim

Dans un contexte de manque de visibilité sur l'année à venir, les professionnels du secteur prévoient néanmoins de préserver l'emploi. Les contrats stables seraient privilégiés par rapport au recours à l'intérim dans le but de fidéliser les profils intéressants, dans un secteur où le recrutement demeure difficile.

Stabilité des effectifs avec une nette diminution des contrats précaires.



Perspectives 2024



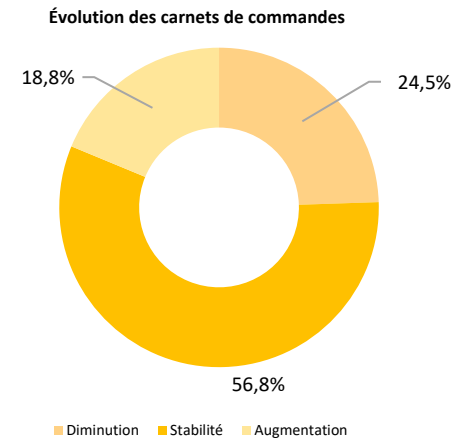
Rentabilité attendue majoritairement stable.

Si la plupart des chefs d'entreprise (56%) envisagent une stabilité de leurs performances, en revanche, ils sont près de 30% à anticiper de meilleurs résultats. La proportion est plus marquée auprès des sociétés de travaux publics, où 47% des dirigeants espèrent rétablir leurs marges, après une année 2023 qui les avait vues s'éroder.

Rentabilité

Maintien global des niveaux des carnets de commandes.

Le nombre de devis signés devrait demeurer équivalent en 2024 pour la majorité des sociétés du secteur. Néanmoins, il est à noter qu'un entrepreneur sur quatre anticipe une réduction de ses carnets de commandes. Dans le secteur du gros œuvre, cette proportion monte jusqu'à 37% alors qu'elle n'est que de 18% dans le second œuvre. Le frein constaté sur les mises en chantier de constructions neuves explique cette différence.



Carnets de commandes

 Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2022-2023-2024).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

1 698 entreprises nous ont répondu. Elles représentent

Un effectif global de 212 819 personnes

Un chiffre d'affaires global de 69 909 M€

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2022		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Industrie	760	141 895	251 444	56,43%
Ind Agricoles et Alimentaires	113	23 290	30 896	75,38%
Equip. Électri./électr. Autres machines	112	25 572	46 233	55,31%
Fab. Matériel de transport	42	21 287	27 382	77,74%
Fab. Autres produits industriels	493	71 745	146 933	48,83%

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2022		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Services marchands	490	39 208	252 927	15,50%
Transport et entreposage	169	12 877	60 868	21,16%
Hébergement et restauration	123	3573	87742	4,07%
Information et communication	40	10 687	20 418	52,34%
Act. Jur., compt., gest., architecture ...	158	12 071	83 899	14,39%

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2022		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total construction	448	31 716	119 767	26,48%
Bâtiment	357	20 585	95 045	21,66%
Gros oeuvre	100	5 528	23 117	23,91%
Second oeuvre	257	15 057	71 928	20,93%
Travaux publics	91	1 131	1 698	45,03%





Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Epargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises Principaux indicateurs économiques et financiers
 Conjoncture	Tendances régionales en Grand Est Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France

**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

3 place Broglie CS 20410 - 67002 - STRASBOURG CEDEX

 **03.88.52.28.71**

 region44.conjoncture@banque-france.fr

Rédacteur en chef

Laurent QUINET, Directeur Départemental

Directeur de la publication

Laurent SAHUQUET, Directeur Régional

